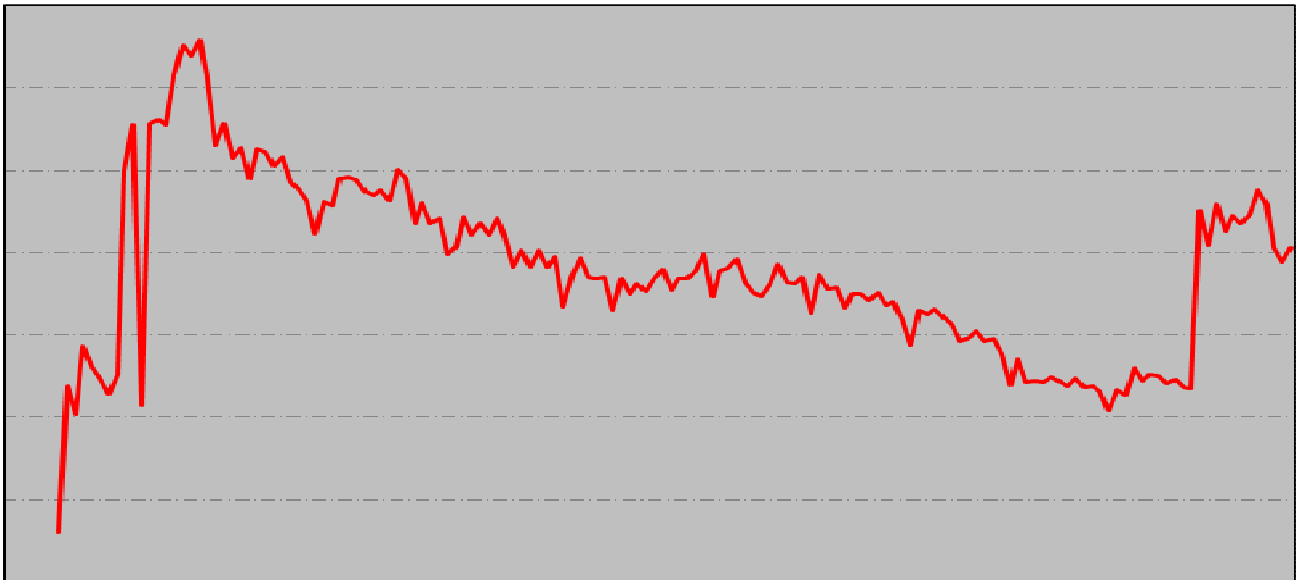


Republique du Tchad
Ministère du Plan et de la Prospective
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Études Economiques et Démographiques



Note Trimestrielle de Conjoncture



QUATRIEME TRIMESTRE 2015

TABLE DES MATIERES

RUBRIQUES	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	3
SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU QUATRIEME TRIMESTRE 2015	4
I - L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
II - L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	8
III - LE SECTEUR INDUSTRIEL	9
IV - LE SECTEUR PETROLIER	11
IV.1- La production pétrolière	11
IV.2- Mise à la Consommation des hydrocarbures	11
V - LES FINANCES PUBLIQUES	13
V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	13
V.2 La Situation de la dette publique extérieure	14
VI - LA MONNAIE	15
VI.1 La situation monétaire	15

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

- BEAC** : Banque des Etats de l'Afrique Centrale
- BRENT** : pétrole de référence sur le marché international
- CEMAC** : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
- FMI** : Fonds Monétaire International
- INSEED** : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
- INSEE** : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- RGPH** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
- UE** : Union Européenne
- \$ US** : Dollars US

SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ECONOMIQUE DU TCHAD AU QUATRIEME TRIMESTRE 2015

Situation économique plutôt résistante

Au quatrième trimestre 2015, l'environnement international demeure défavorable au Tchad. Cet environnement est caractérisé par l'incertitude relative aux cours mondiaux du pétrole et le contexte de sécurité rendu difficile par le groupe terroriste Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (BOKO HARAM).

Ainsi, sur le plan national, la baisse continue du cours de pétrole a découragé l'exploration et la mise en exploitation d'autres champs pétroliers favorisant une baisse de la production malgré la mise en production au début de l'année 2015 du champ pétrolier de Mangara. Pour ce qui est du niveau de prix, l'arrivée sur le marché des nouveaux produits alimentaires a favorisé une baisse du niveau général de prix par rapport au trimestre précédent. Tout de même, le niveau général de prix du dernier trimestre est plus élevé que celui du même trimestre une année plutôt en raison notamment de l'insécurité aux frontières qui a découragé les échanges (sorties des produits locaux et entrées des produits importés).

Dans le secteur réel, la production agricole a enregistré une augmentation en raison des bonnes récoltes de la campagne cotonnière 2014-2015 même si le cours du coton est constant par rapport à 2014. Cette performance est attribuable à l'encadrement technique

du ministère de tutelle et à la bonne répartition pluviométrique.

Au niveau du secteur secondaire, la tendance du quatrième trimestre laisse entrevoir une stabilité voir un ralentissement des activités à cause des festivités de fin d'années qui auraient absorbé les économies des ménages. Par contre, les activités de distribution d'énergie et d'eau s'amélioreront à cause de l'extension du réseau d'eau dans certains quartier de la capital (N'djari, Farcha, Diguel et Gassi) et de la fourniture régulière en électricité.

Sur les finances publiques, l'exécution budgétaire s'est nettement améliorée avec une augmentation des recettes pendant le quatrième trimestre 2015 de 31,88%. Par contre, les dépenses budgétaires augmentent de 69,30% en glissement trimestriel à cause de la levée de certaines mesures concernant la maîtrise des dépenses et la cessation de la lenteur dans la pratique de la mise en place du budget rectificatif. L'encours de la dette extérieure a baissé au quatrième trimestre 2015 de 35,19% par rapport au trimestre précédent.

Au dernier trimestre 2015, la situation monétaire comparée à celle de la même période de l'année dernière est marquée par un repli des avoirs extérieurs nets de 97,2%, un

renforcement des crédits intérieurs et
une légère baisse des masses
monétaires (4,6%).

L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

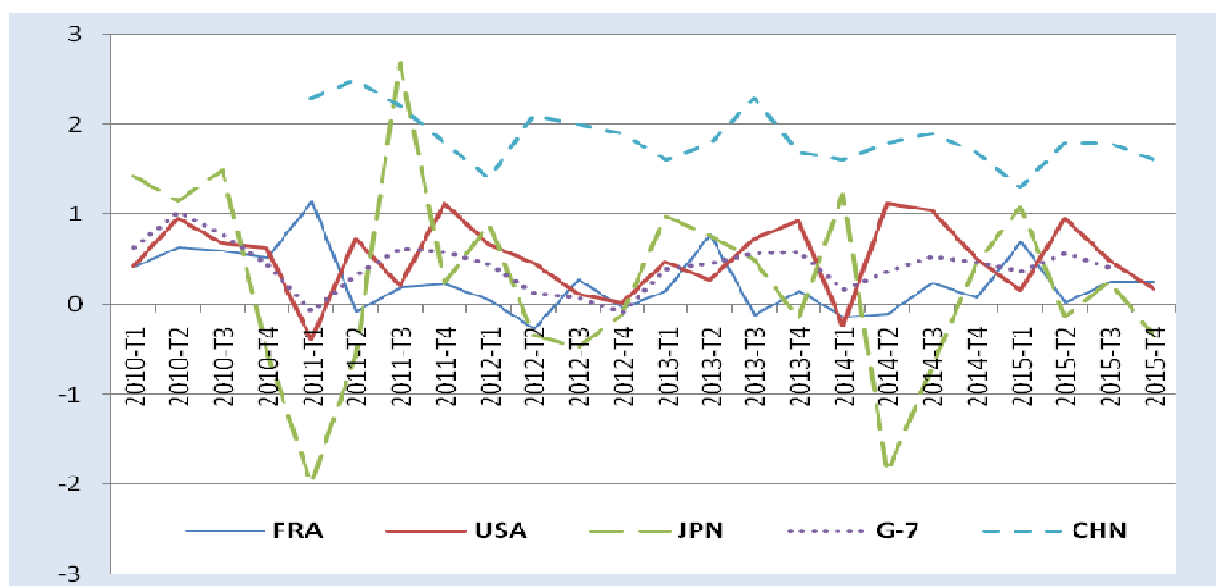
Croissance mondiale : plutôt mitigée

L'activité économique connaît un léger bond de +0,27% dans la zone Euro au quatrième trimestre 2015. Cette croissance est portée par la France (+0,25% après 0,25%), l'Allemagne (+0,27% après 0,32%), l'Italie (+0,11% après 0,20%) et le Royaume Uni (+0,5% après 0,45%). Par contre, comparé au même trimestre une année plutôt, la zone Euro connaît un ralentissement de -0,1 points de pourcentage. Cette performance économique a été atteinte grâce à l'effet d'un euro faible par rapport au dollar, une faible inflation et surtout un cours de pétrole favorable aux entreprises et améliorant le pouvoir d'achat des

ménages. Cette situation propice à l'économie perdurerait dans cette zone grâce aux raisons évoquées précédemment et au faible taux d'intérêt qui encouragerait l'investissement.

Par ailleurs, le Japon connaît un ralentissement de l'économie (-0,352% après +0,25%), le Canada et les Etats Unis enregistrent une croissance de +0,581% et +0,172% respectivement. A l'inverse des pays développés, les pays émergents enregistrent de bonnes performances économiques. L'Inde et la Chine enregistrent respectivement une croissance de +1,69% et +1,6%.

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays



Source : OEC

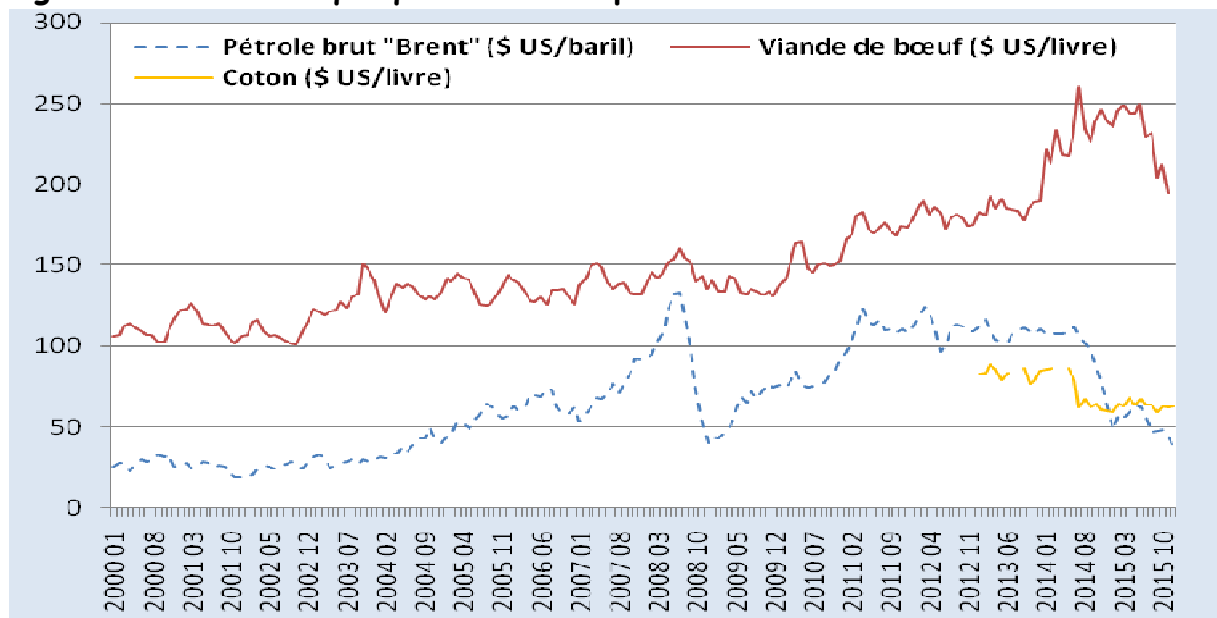
Après une légère baisse de l'inflation mondiale au trimestre précédent, les niveaux de prix ont légèrement grimpé dans la plupart des pays développés à l'exception de la France et de l'Italie. Par ailleurs, au

quatrième trimestre 2015, les taux d'intérêt augmentent aux Etats Unis et en Grande Bretagne alors que la France connaît une baisse de ces taux. Aussi, les cours de matières premières dont le pétrole et la

viande, connaissent une chute continue en ce dernier trimestre. A la fin de décembre 2015, les prix du pétrole se situaient à 37,28 dollars le baril soit une baisse de 33,59% en

glissement annuel par rapport à leur niveau une année plutôt. Cette baisse des prix du pétrole est en grande partie conséquente à la production de pétrole de schiste aux Etats Unis.

Figure 2 : Cours de quelques matières premières



Source : INSEE et BEAC

II-LES PRIX A LA CONSOMMATION A N'DJAMENA

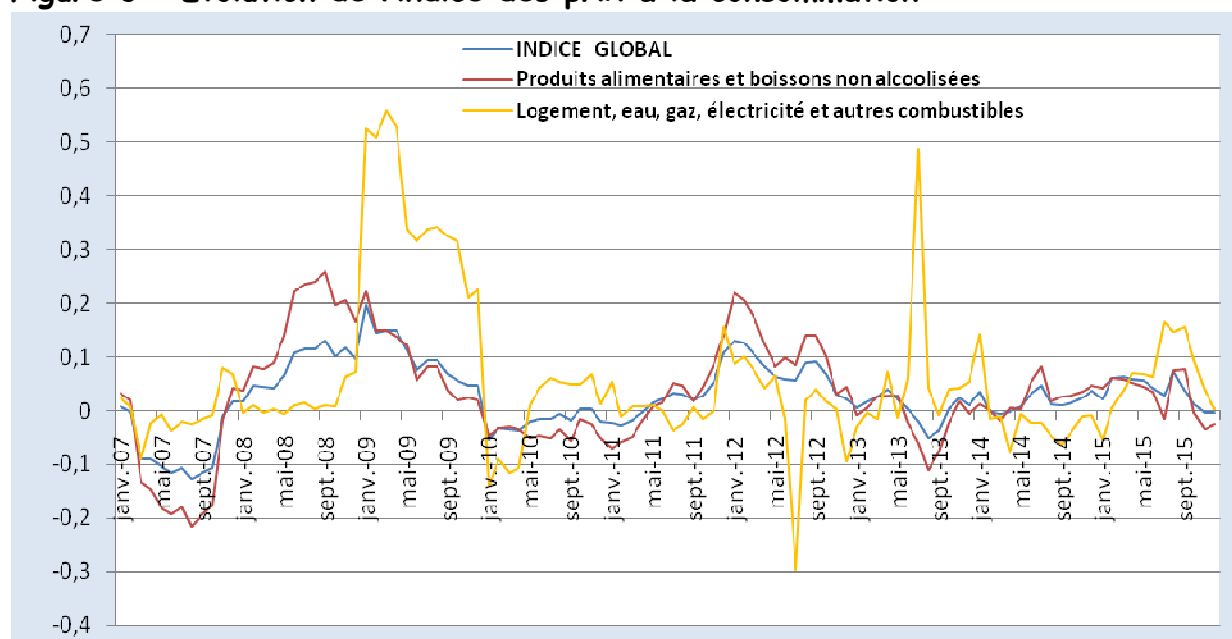
Prix à la consommation : en baisse

Au quatrième trimestre 2015, l'IHPC a enregistré une baisse de 0,06% par rapport au trimestre précédent. Le plus bas niveau de l'indice pendant ce trimestre a été calculé en novembre. Par ailleurs, la tendance baissière des prix à la consommation est dictée essentiellement par deux postes, à savoir les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, puis le logement et les sources d'énergie. La première fonction observe un mouvement calqué sur celui de l'indice global. La baisse du niveau de prix en ce dernier trimestre de 2015 s'explique essentiellement par la diminution des prix de produits alimentaires, grâce à l'arrivée des nouvelles récoltes sur le marché. Pour ce qui est de la seconde fonction, son évolution est contrastée.

Tout de même, en glissement annuel, le niveau des prix a grimpé de 6,05%. Cette hausse du niveau des prix peut s'expliquer par le contexte économique de cette année par rapport à celui de 2014, avec notamment l'insécurité aux frontières rendant difficile les échanges avec le pays limitrophes. En effet, le niveau de prix des produits importés augmente de 4,53% en glissement annuel alors que celui des produits locaux n'augmente que de 2,84%.

En ce qui concerne le futur immédiat, toutes les composantes de l'indice global devraient se stabiliser ou baisser pendant le premier trimestre 2015.

Figure 3 : Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source : INSEED

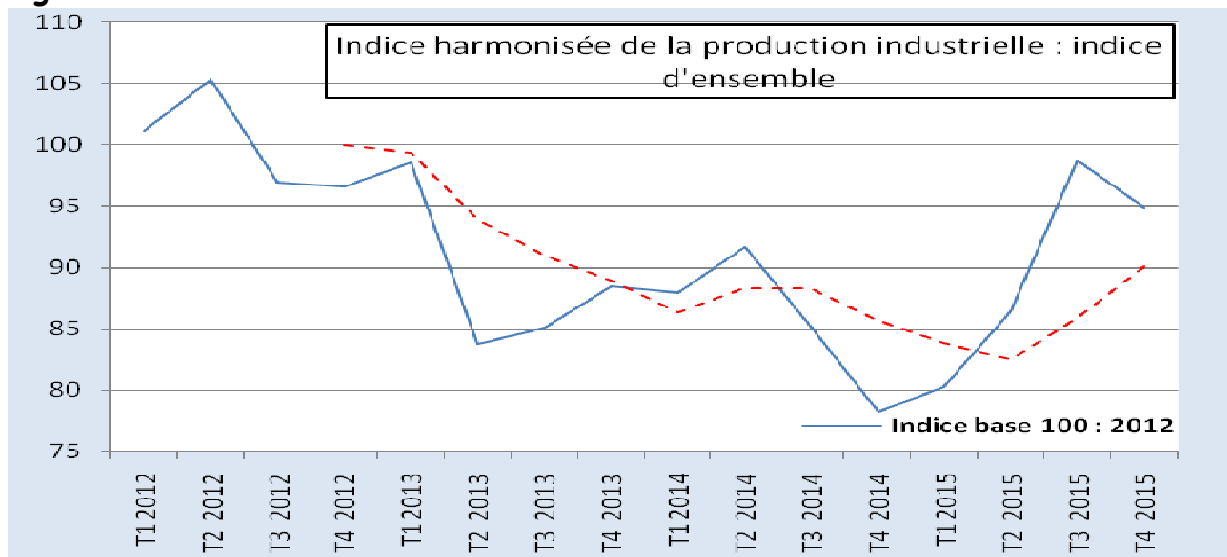
III. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Essoufflement de l'activité industrielle

Au quatrième trimestre 2015 l'activité industrielle s'est repliée par rapport au trimestre précédent, l'indice harmonisé de la production industrielle est évalué à -3,88 % en variation trimestrielle et +21,32 % en glissement annuel. Ce repli de l'activité industrielle est

essentiellement porté par les industries extractives d'hydrocarbures et l'électricité, eau et gaz. Par contre, la performance industrielle est tirée vers le haut par les industries manufacturières et les activités de raffinage du pétrole.

Figure 4 : Evolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

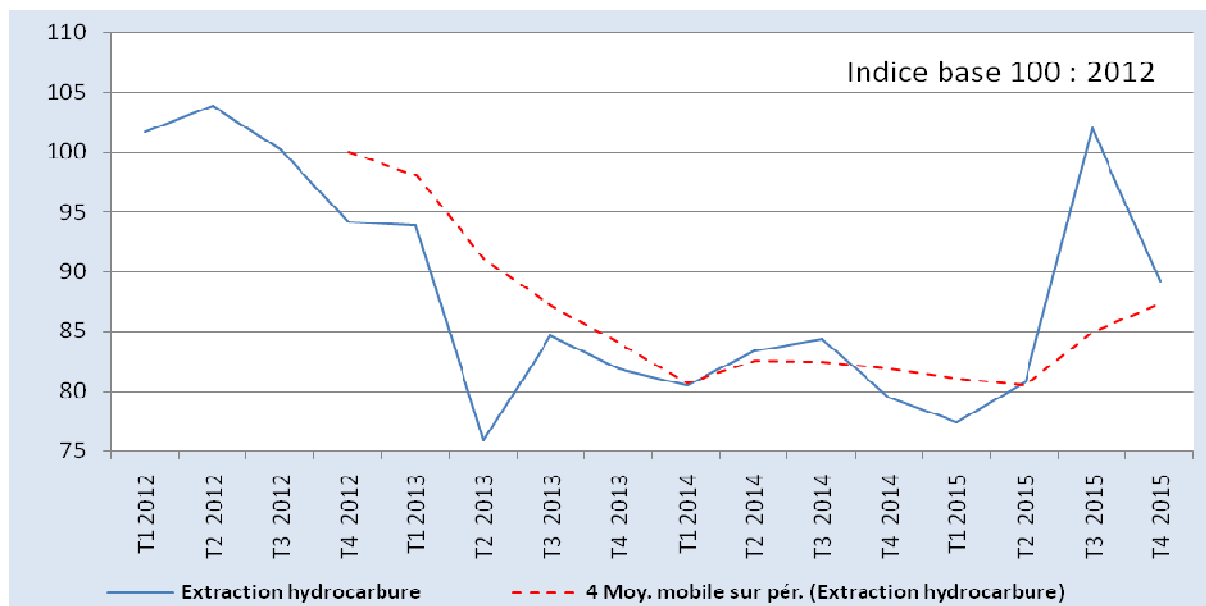
Les activités des industries extractives d'hydrocarbure ont reculé de 12,47% en ce trimestre en raison d'un cours défavorable du pétrole. Ce qui découragerait les activités exploratoires et extractives et ce, malgré la mise en production au début de l'année 2015 du champ de Mangara. Aussi, la production de l'électricité, eau et gaz ont baissé de 11,17% au dernier trimestre par rapport au troisième, mais en glissement annuel, cette

production augmente de 46,67% en raison de l'extension des réseaux d'eau et d'électricité dans certains quartiers. Par contre, la production des industries manufacturières augmente de 57,75% en glissement trimestriel et 84,95% en glissement annuel. Cette performance des industries manufacturières est portée par l'agroalimentaire qui a quadruplé par rapport au trimestre précédent en raison d'une hausse de la demande imputable à la période

des festivités de fin d'année. Par ailleurs, le raffinage du pétrole a

augmenté (+60,02%) au dernier trimestre 2015.

Figure 5 : Evolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures

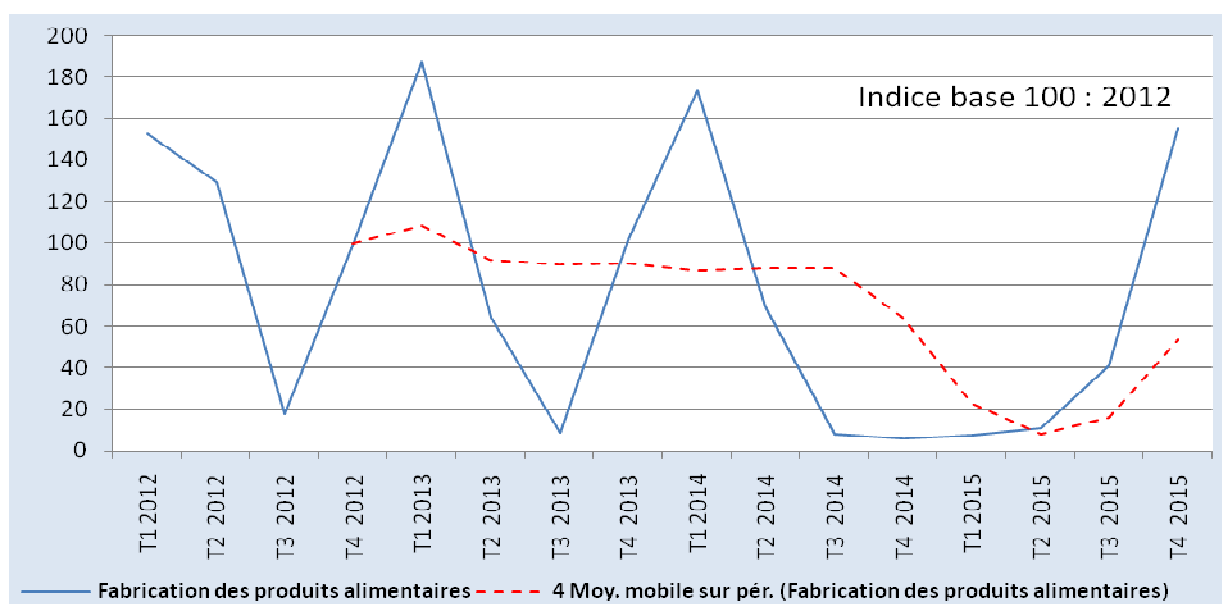


Source : INSEED

Au regard de nos estimations, l'activité économique pourrait se stabiliser voir se détériorer en raison du poids du pétrole dans l'économie et de son cours n'est pas favorable. Quant à la production des

produits alimentaires, elle pourrait légèrement baisser par rapport à ce trimestre du fait de son exception (festivités de fin d'année). Par contre, le raffinage pourrait se stabiliser.

Figure 6 : Evolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires



Source : INSEED

IV. LE SECTEUR PETROLIER

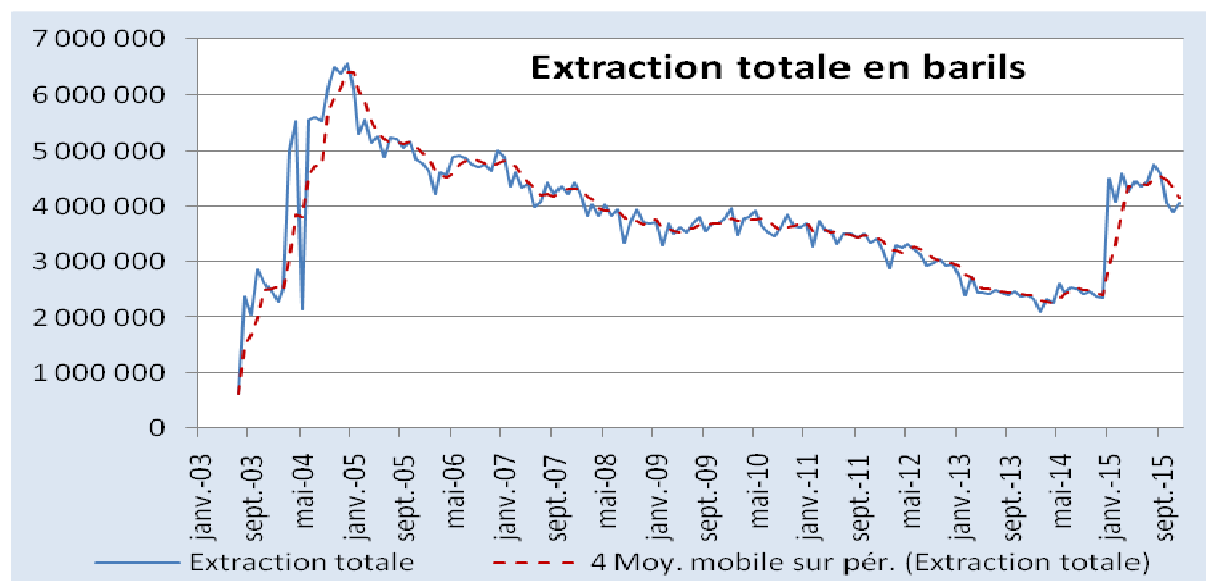
IV-1 La production pétrolière : baisse de la production

La production pétrolière au quatrième trimestre 2015 fléchit de 13,01% par rapport à son niveau du trimestre précédent. Cette baisse de production intervient alors qu'un autre champ vient d'être mis en exploitation au début de l'année. La chute de production est une conséquence de celle du cours du pétrole sur le marché international, ce qui a entraîné la suspension des activités de forages de la plupart

des compagnies pétrolières. Tout de même, en glissement annuel, la production pétrolière a augmenté de 67,46.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, la production pétrolière pourrait diminuer ou se stabiliser en raison de la baisse continue du cours de pétrole. De ce fait, le trésor public en pâtira de cette conjoncture.

Figure 7 : Evolution de la production pétrolière



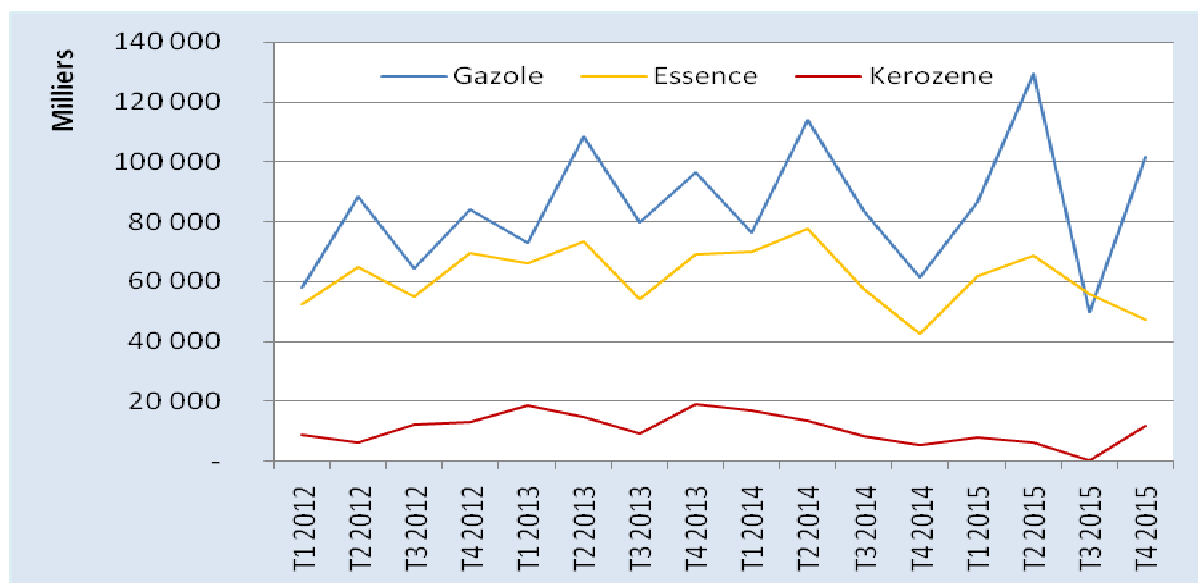
Source : Ministère du Pétrole

IV.2 Mise à la Consommation des hydrocarbures

Le volume de la consommation des hydrocarbures s'est amélioré en ce dernier trimestre 2015. En glissement annuel, la consommation du gazole augmente de 65,06% et celle de l'essence de 10,53%. Quant au kérosène, son volume a presque triplé (2,36 fois) par rapport au

même trimestre une année plutôt. Cette augmentation de la consommation pourrait s'expliquer par les festivités de fin d'année et l'effet d'entraînement dans la fabrication des produits alimentaires.

Figure 8 : Evolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)



Source : INSEED

V-LES FINANCES PUBLIQUES

V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

Relâchement des contraintes sur les dépenses budgétaires

La sphère financière de l'économie tchadienne est caractérisée au quatrième trimestre 2015 par les évolutions suivantes :

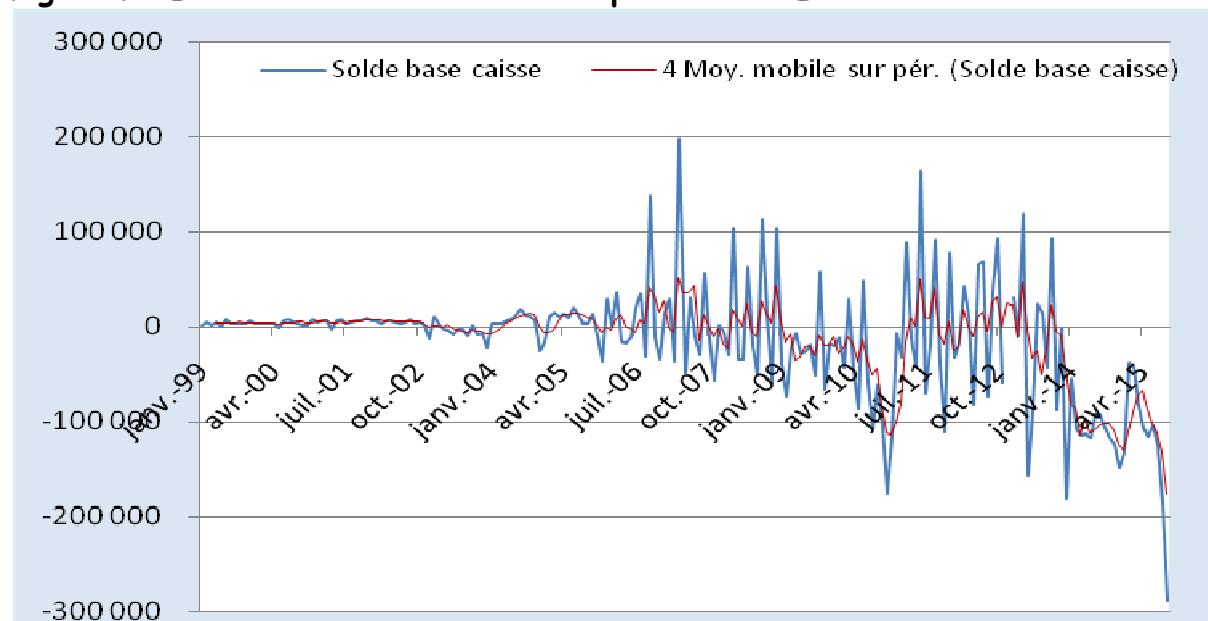
Du côté du budget de l'État, on note au quatrième trimestre 2015 un relâchement des certaines mesures contraignantes pour les dépenses et la rapidité de la mise en œuvre du budget rectificatif 2015 qui a favorisé une augmentation des dépenses budgétaires de 69,30% par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est l'effet de celles des dépenses du personnel et des transferts de l'Etat dont les proportions dans les dépenses budgétaires ont augmenté de +14,62% et +3,34% respectivement. Par ailleurs, la part du service de la dette dans les dépenses budgétaires

a diminué de 4,40% par rapport au trimestre précédent.

En ce qui concerne les recettes budgétaires, elles se sont améliorées au dernier trimestre 2015 par rapport au trimestre précédent (+31,88%). Par ailleurs, compte tenu de la conjoncture du cours de brut, les recettes ont régressé de 54,34% en glissement annuel. L'amélioration des recettes de ce trimestre par rapport au trimestre précédent est imputable essentiellement à celle des recettes budgétaires.

Enfin, le déficit base caisse a été résorbé grâce à l'appui budgétaire de 107,54 milliards de F CFA apporté par les principaux bailleurs de fonds (BAD, FMI, Banque Mondiale et UE) et le financement interne.

Figure 9: Evolution des recettes et dépenses de l'Etat



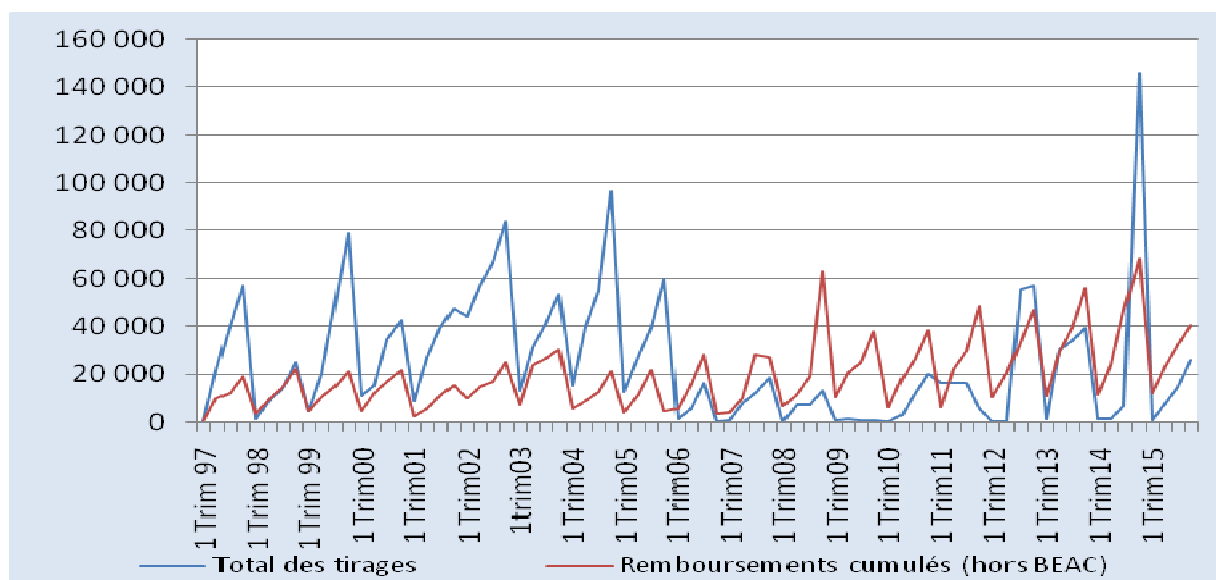
Source : Direction du Trésor

V.2 Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette publique extérieure évalué à environ 801,183 milliards de FCFA à la fin de l'année 2015 est en baisse de 35,19 % en glissement trimestriel et de 32,69% en glissement annuelle. Cette baisse de l'encours de la dette peut s'expliquer par la prévision du service de la dette qui était plus important que celle du décaissement. Quant aux tirages, ils augmentent de 79,07 %

au dernier trimestre 2015 par rapport à leur niveau au trimestre précédent ; leur valeur atteint 25,742 milliards de FCFA en raison des décaissements des partenaires du Tchad. Quant aux remboursements, ils augmentent de 25,48 % en glissement trimestriel pour se hisser à 40,377 milliards de FCFA.

Figure 10 : Evolution de la dette extérieure (millions de FCFA)



Source : Direction de la dette

VI - LA MONNAIE

VI.1 La situation monétaire

La situation monétaire est caractérisée par une chute des avoirs extérieurs nets (-92,51%) à fin novembre par rapport à octobre 2015. Cette baisse des avoirs extérieurs nets est davantage élevée en glissement annuel (-98,3%).

Par contre, en novembre, les crédits intérieurs connaissent une augmentation de 2,7% par rapport à octobre 2015. En glissement annuel, les crédits intérieurs augmentent de 47,5% atteignant 951,720 milliards contre 645,395 milliards une année plutôt. La composante « crédits à l'économie » connaît une légère augmentation (1,48%) par rapport à octobre induit par l'augmentation des crédits à court terme (1%). En glissement annuel, les crédits à l'économie augmentent de 9,50% pour atteindre 602,726 milliards de F CFA. Quant à la position nette de

l'Etat sur l'économie, elle s'est dégradée en fin novembre, passant de 332,7 milliards en octobre à 348,9 milliards de F CFA en novembre 2015. Comparer à novembre 2014, la position du Gouvernement s'est encore plus dégradée (94,8 milliards en novembre 2014). Cette évolution des créances nettes sur l'Etat peut s'expliquer par la réactualisation du plafond d'avances en compte courant auprès de la BEAC intervenu en août. Quant à la masse monétaire, elle enregistre une baisse (-6,06%) en novembre par rapport à octobre 2015. De même, en glissement annuel, la masse monétaire régresse de 8,9%. Cette baisse de la masse monétaire intervient en relation avec celle des avoirs extérieurs nets.

Tableau 1: Evolution de la situation monétaire (provisoire).

Fin de périodes		Avoir ext. Net	crédit intérieur	créance net sur l'Etat	crédit à l'économie	Masse monétaire	Autres postes nets	
2014	MARS	398 148	539 915	44 424	495 491	872 861	-	72 178
	JUIN	386 495	601 349	41 330	560 019	929 906	-	72 492
	SEPT	332 083	670 490	97 694	572 796	948 024	-	79 619
	DEC	522 728	623 176	71 378	551 798	1 042 891	-	40 104
2015	JANV	450 310	639 651	74 200	565 451	1 027 527	-	93 976
	FEV	413 726	656 099	57 245	598 854	1 005 510	-	95 411
	MARS	372 560	697 975	79 531	618 444	1 005 466	-	92 496
	AVR	333 599	726 686	85 641	641 045	992 447	-	89 733
	MAI	296 326	748 471	97 282	651 189	978 468	-	87 053
	JUIN	252 280	787 920	110 972	676 948	975 131	-	92 919
	JUIL	250 530	801 609	130 763	670 846	986 407	-	93 020
	AOU	211 833	768 097	128 507	639 590	943 366	-	123 767
	SEPT	155 753	832 564	213 094	619 470	941 547	-	114 035
	OCT	95 434	926 625	332 678	593 947	990 466	-	134 292
	NOV	7 140	951 720	348 994	602 726	930 475	-	

Données en millions de FCFA

Source : BEAC

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, Chef de Département des Synthèses et Statistiques Economiques.

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Comité de lecture :

- **BEASSOUM Christian**, Conseiller technique à l'INSEED ;
- **AHMAT ABDERAHIM ABBO**, Conseiller technique à l'INSEED ;
- **REMADJI MADJADINA**, Adjoint chef du service des Comptes Nationaux ;
- **MERCI Arsène**, Cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.**

Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13

Email : inseed@intnet.td

Site Internet : www.inseed-tchad.org